

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 70

**Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières concernant
le contrat de concession ou de franchisage**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. GUY JORON

Ministre des consommateurs, coopératives et
institutions financières

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur les valeurs mobilières afin de préciser la définition à titre de valeur mobilière du contrat de franchisage et d'assujettir ainsi un tel contrat à la surveillance et au contrôle de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

Il a de plus pour objet de restreindre l'exemption de l'application de la loi dont bénéficient les transactions de valeurs mobilières d'une compagnie privée, en indiquant que les contrats de concession ou de franchisage d'une telle compagnie privée sont assujettis à la loi.

Art. 1. Le dernier alinéa du sous-paragraphe a du paragraphe 11° de l'article 1 de la loi se lit actuellement comme suit:

«1. Dans la présente loi, les termes suivants signifient ou désignent:

. . .

11° «valeurs mobilières»:

a) tout certificat, titre ou autre document constituant la preuve:

. . .

«d'un contrat de concession en vertu duquel le concessionnaire obtient certains droits particuliers quant à l'exploitation d'une entreprise;».

Art. 2. Le paragraphe i de l'article 28 de la loi se lit actuellement comme suit:

«28. Aucun enregistrement n'est requis pour les ventes et transactions suivantes de valeurs mobilières:

. . .

i) les émissions, distributions, ventes ou transactions des valeurs mobilières émises par une compagnie privée; cependant la commission peut toujours assujettir une telle compagnie privée à la présente loi, à sa discrétion.»

Projet de loi n° 70

**Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières concernant
le contrat de concession ou de franchisage**

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1) est modifié par le remplacement du dernier alinéa du sous-paragraphe *a* du paragraphe 11° par le suivant:

«d'un contrat de concession ou de franchisage en vertu duquel le concessionnaire ou le franchisé obtient certains droits particuliers quant à l'exploitation d'une entreprise;».

2. L'article 28 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe *i* du premier alinéa par le suivant:

«*i*) les émissions, distributions, ventes ou transactions des valeurs mobilières, autres qu'un contrat de concession ou de franchisage, émises par une compagnie privée; cependant la commission peut toujours assujettir une telle compagnie privée à la présente loi, à sa discrétion.»

3. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.